

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 15 MAI 2023**

**NOMBRE D'ELUS
METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 17**

QUORUM : 9

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
16	0	1

OBJET DE LA DECISION

N° 23/165

**HYERES-LES-PALMIERS -
AQUISITION D'UNE EMPRISE
A DETACHER DE LA
PARCELLE SITUEE 5 RUE
DES MARCHANDS
CADASTREE SECTION E.T
N°28 - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

ABSENT :

M. Christian SIMON.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 23/165

BUREAU DU 15 MAI 2023

**O B J E T : HYERES-LES-PALMIERS - AQUISITION D'UNE
EMPRISE A DETACHER DE LA PARCELLE SITUEE 5
RUE DES MARCHANDS CADASTREE SECTION E.T
N°28 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération du Conseil Métropolitain n°20/07/1 du 15 juillet 2020 portant élection du Président de la Métropole,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Hyères-les-Palmiers,

VU le courrier de mise en demeure d'acquiescer, en date du 19 janvier 2022, adressé à la Métropole Toulon Provence Méditerranée, conformément aux dispositions des articles L.152-2, L.230-1, L.230-3 et L.230-4 du Code de l'Urbanisme, concernant l'emplacement réservé n°109 (aménagement de la place du jeu de boules à la Capte), grevant la parcelle cadastrée section E.T n°28 appartenant à M. et Mme FIORE,

VU le courrier du 12 mai 2022 de la Métropole Toulon Provence Méditerranée proposant une acquisition à l'amiable d'une partie de l'emprise dudit emplacement réservé,

VU les différents échanges entre les parties dont l'engagement de cession écrit en date du 10 août 2022 de M. et Mme FIORE de céder à la Métropole Toulon Provence Méditerranée une emprise totale de 67 m² à détacher de la parcelle cadastrée section E.T n° 28, ainsi que sa volonté de régulariser l'emprise irrégulière située sur le domaine public au droit de ladite parcelle,

VU le rapport de la Police Municipale de la Ville de Hyères-les-Palmiers en date du 26 août 2022 constatant une occupation irrégulière du domaine public au droit de la parcelle cadastrée section E.T n° 28,

VU le courrier de mise en demeure de la Métropole en date du 24 octobre 2022 en vue de rendre libre l'espace public de toute occupation,

VU l'arrêté accordant un permis de démolir n°DP 083 069 2200022 délivré le 14 décembre 2022, par le service urbanisme de Hyères-les-Palmiers, eu égard à l'occupation irrégulière du domaine public constatée,

VU le rapport de la Police Municipale de la Ville de Hyères-les-Palmiers en date du 16 janvier 2023 visant le constat de la réalisation de travaux conformes au permis de démolir n°DP 083 069 2200022 accordé en date du 14 décembre 2022,

VU le plan de division parcellaire du 20 décembre 2022 dressé par le cabinet GEOSAT, géomètre-expert sis à La Farlède (83 210),

VU le bornage contradictoire effectué en date du 8 février 2023 par le cabinet GEOSAT, géomètre-expert sis à La Farlède (83 210) et l'arrêté d'alignement individuel du 10 février 2023,

CONSIDERANT l'emplacement réservé n°109 (aménagement de la place du jeu de boules à La Capte) inscrit au PLU de la commune de Hyères-les-Palmiers et les travaux d'aménagement envisagés par la Métropole,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée souhaite mettre en œuvre cet emplacement réservé sur une portion de la parcelle cadastrée section E.T n°28, ce qui permettra de réaménager le jeu de boules ainsi que la voirie située autour de cette place du quartier de la Capte à Hyères-les-Palmiers,

CONSIDERANT que la Métropole n'a pas d'intérêt métropolitain à conserver d'emplacement réservé sur le reliquat de la parcelle cadastrée section ET n°28, lequel restera la propriété de M. et Mme FIORE.

CONSIDERANT que la suppression du reliquat de l'emplacement réservé est subordonnée à l'officialisation de la cession du terrain nécessaire à l'aménagement de la place du jeu de boules,

CONSIDERANT l'accord de la Métropole de soumettre la suppression du reliquat de l'emplacement réservé n°109 à la prochaine révision du PLU dès l'acte de vente signé,

CONSIDERANT qu'il convient d'acquérir, pour la somme de SOIXANTE-QUINZE MILLE QUARANTE EUROS (75 040 €), les 2 lots tels qu'identifiés sur le plan de division du 20 décembre 2022 (lot B d'une superficie de 64 m², lot C d'une superficie de 3 m²) issus de la parcelle cadastrée section E.T n°28,

CONSIDERANT que la valeur vénale de l'emprise à acquérir étant inférieure aux seuils réglementaires en vigueur, la présente acquisition n'est pas soumise à la consultation préalable du service des domaines, conformément à l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux opérations d'acquisition et de prise en location immobilières poursuivies par les collectivités publiques,

CONSIDERANT que la Métropole s'engage à réaliser, à ses frais, les travaux ci-après, avec une variante pour la reconstruction de la clôture comme suit :

1. démolition des clôtures existantes, des surfaces bétonnées dans l'emprise et de l'appentis ouest,
2. déplacement des compteurs d'eau,
3. déplacement du compteur électrique (demande à effectuer par le propriétaire auprès d'ENEDIS),
4. reconstruction de la clôture au choix suivant les deux propositions ci-dessous :
 - 1 - clôture à l'identique : reconstruction d'un mur bahut de 60 cm de haut avec un grillage soudé de 1,20 m de haut + brise-vue et la reprise d'un portillon, ou
 - 2 - clôture basique : pose d'un grillage simple soudé de 1,80 m + brise-vue et la reprise d'un portillon,

CONSIDERANT que le document modificatif parcellaire cadastral numérottera les lots tels qu'identifiés sur le plan parcellaire en date du 20 décembre 2022 et notamment le lot B d'une superficie de 64 m² et le lot C d'une superficie de 3 m², objet de cette cession,

CONSIDERANT l'accord des parties pour cette cession aux conditions et prix sus-indiqués,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'ACQUERIR pour la somme de SOIXANTE-QUINZE MILLE QUARANTE EUROS (75 040 €), une emprise totale de 67 m² (de 64 m² et de 3 m²) à détacher de la parcelle située à Hyères-les-Palmiers (83 400), 5 rue des Marchands, cadastrée section E.T n°28 appartenant à M. et Mme FIORE.

ARTICLE 3

DE DIRE que le document modificatif du parcellaire cadastral numérottera les parcelles nouvellement créées et acquises par la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

ARTICLE 4

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, d'une part de signer l'acte authentique d'acquisition à intervenir ainsi que tous les documents annexes, et d'autre part, à payer la somme de SOIXANTE-QUINZE MILLE QUARANTE EUROS (75 040 €), correspondant au prix d'acquisition du bien, ainsi que les frais y afférents.

ARTICLE 5

DE DESIGNER l'Office Notarial de Maître Gabriel ROQUEBERT, sis à Ollioules (83 190), représentant la Métropole Toulon Provence Méditerranée, avec le concours de Maître Maxence de CELLES, notaire à Brignoles (83 170) représentant les intérêts de M. et Mme FIORE, aux fins de rédaction de l'ensemble des documents et actes nécessaires à la réalisation de cette acquisition.

ARTICLE 6

DE DIRE que les crédits sont inscrits sur le Budget Principal de la Métropole Toulon Provence Méditerranée de l'année 2023, Opération 60101 - Chapitre 21- Fonction 844 - Article 2111.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 15 mai 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	16
CONTRE	0
ABSTENTION	0





Etat-réponse délivré automatiquement par le
service Accès des Notaires au Fichier Immobilier

TOULON 2 - délivré le 08 novembre 2022

Dossier ANF n°: ANF_2022_03240616
Demande de renseignements n°: 083061INOT20220000023034637H1
Déposée le 08/11/2022 par la SCP ROQUEBERT-MASSIANI et ASSOCIES
Réf. dossier: AS1027441INOT0000023034637/HF DEMANDE EHF TPM
Paiement par virement n°: 0150195

LE PRESENT DOCUMENT CONTIENT LES DONNEES SUIVANTES :

COPIE DE FICHES (STOCK)	du 01/01/1956 au 02/04/2002	2 face(s) de copie(s) de fiche(s) délivrée(s) Sous réserve de recherches complémentaires
RELEVÉ DES FORMALITES (FLUX)	du 03/04/2002(*) au 16/06/2022 (**)	1 formalité(s) délivrée(s)
REGISTRE DES DEPOTS (FLUX)	du 17/06/2022 au 06/11/2022 (***)	Aucune formalité délivrée

(*) Date d'informatisation du fichier immobilier interrogé (**) Date de mise à jour fichier (***) Date de l'arrêté d'enregistrement prise en compte pour la délivrance de l'état réponse



Etat-réponse délivré automatiquement par le
service Accès des Notaires au Fichier Immobilier

TOULON 2 - délivré le 08 novembre 2022

Dossier ANF n°: ANF_2022_03240616

Demande de renseignements n°: 083061INOT20220000023034637H1

Déposée le 08/11/2022 par la SCP ROQUEBERT-MASSIANI et ASSOCIES

Réf. dossier: AS1027441INOT0000023034637/HF DEMANDE EHF TPM

Paiement par virement n°: 0150195

LE PRESENT DOCUMENT CONTIENT LES DONNEES SUIVANTES :

COPIE DE FICHES (STOCK)	du 01/01/1956 au 02/04/2002	2 face(s) de copie(s) de fiche(s) délivrée(s)
RELEVÉ DES FORMALITES (FLUX)	du 03/04/2002(*) au 16/06/2022 (**)	Sous réserve de recherches complémentaires
REGISTRE DES DEPOTS (FLUX)	du 17/06/2022 au 06/11/2022 (***)	1 formalité(s) délivrée(s)
		Aucune formalité délivrée

(*) Date d'information du fichier immobilier interrogé (**) Date de mise à jour fichier (***) Date de l'arrêté d'enregistrement prise en compte pour la délivrance de l'état réponse

A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V W X Y Z 0 1 2 3 4 5 6 7 8 9

SECTION: HYERES. No du PLAN: 221 RUB: DES MARCHANDS No 5.

I. + DESIGNATION DE L'IMMEUBLE
La Socia
Urbanisé de 9.5.1990

II. - LOTISSEMENT (Désignation des lots ou appartements)

Nombres	Bâtiment	Escalier	Etage	Nombre de pièces principales ou autres du lot	Mètres	Renseignements complémentaires	
1	2	3	4	5	6	7	

III. - FORMALITÉS CONCERNANT L'IMMEUBLE DÉSIGNÉ CI-CONTRE (ou les lots le composant)

A. - MUTATIONS		SERVITUDES ACTIVES		B. - CHARGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES	
Immeuble totalité ou lots	Dates, numéros et nature des formalités	Observations	Immeuble totalité ou lots	Dates, numéros et nature des formalités	Observations
Point et lot au bail	19 Mai 1990 Régie 4.10.1990 Vid 90P u. 4083 No 10000 n° 20000 du 16.11.1989.			19 Mai 1990 Régie 4.10.1990 Vid 90P u. 4083	
	Donation partagee par MELLANO née le 21.4.1915 et GENRET née le 31.1.1923 pour elle et MELLANO née le 6.3.1954 Héritière Née le 11.11.1915 Nouveau révisé par des donateurs jusqu'au des du précédent d'leur			19 Mai 1990 Régie 4.10.1990 Vid 90P u. 4083 Nouveau révisé par des donateurs jusqu'au des du précédent d'leur	
	2) 3 JANV 1995 vid 95P 5 VENTE du 23.12.1994 No 10000 n° 20000 par la commune de Hyères aux époux MELLANO née le 27.4.1925 et GENRET née le 31.1.1928 pour plusquint et à MELLANO née le 6.3.1954 pour la Nue-Propriété. Prix 578.000F				

RELEVÉ DES FORMALITÉS PUBLIÉES DU 03/04/2002 AU 16/06/2022

N° ordre : 1	Date de dépôt : 01/10/2007	Référence d'enlissement : 8304P04 2007P9074	Date de l'acte : 28/09/2007
Nature de l'acte : PROCES-VERBAL DE REMANIEMENT			
Rédacteur : ADM CDIF TOULON 2/TOULON			

Disposition n° 1 de la formalité 8304P04 2007P9074 :

Ancienne désignation					Nouvelle désignation						
Commune	Pfx	Sec	Plan	Volume	Lot	Commune	Pfx	Sec	Plan	Volume	Lot
HYERES		G	227			HYERES		ET	30		
HYERES		G	226			HYERES		ET	22		
HYERES		G	225			HYERES		ET	23		
HYERES		G	224			HYERES		ET	24		
HYERES		G	223			HYERES		ET	25		
HYERES		G	222			HYERES		ET	27		
HYERES		G	221			HYERES		ET	28		
HYERES		G	220			HYERES		ET	29		
HYERES		G	219			HYERES		ET	53		
HYERES		G	218			HYERES		ET	50		



Annexe - Etat réponse

Dossier ANF n° : ANF_2022_03240616

Demande de renseignements : 083061NOT20220000023034637H1

Date d'information du fichier immobilier absorbé par TOULON 2 :

TOULON 1 : 02/04/2001

Pour la lecture et l'analyse des fiches hypothécaires, voici un rappel des abréviations courantes utilisées dans les fiches personnelles de propriétaire et d'immeuble

Acc.	Accessoires	F.G.	Fiche générale	Ppal	Principal
A. Im. ou A.I.	Affecté avec d'autres immeubles	F.I.	Fiche d'immeuble	Ptie	Partie de
B.N.P.	Banque nationale de Paris	F.P.	Fiche particulière de lot de copropriété	P.P.D.	Privilège de prêteur de deniers
C.F.F.	Crédit Foncier de France	Fté	Formalité	P.V.	Procès-verbal
D.E.	Domicile élu	H.C.	Hypothèque conventionnelle	Rad.	Radiation
D.P.	Domaine public	Int.	Intérêt	R.C.P	Règlement de copropriété
E.D.D.	Etat descriptif de division	Not.	Notaire	Vol. n°	Volume - numéro

Pour joindre l'assistance ANF, contactez l'ADSN au **0800 306 212** (service et appel gratuits) ou connectez-vous avec votre compte ID.NOT au site **ADSN Direct** (<https://adsn-direct.freshdesk.com/support/login>)

Mention informatique & Libertés

Conformément aux conditions générales d'utilisation, vos données personnelles font l'objet d'un traitement par l'ADSN (95, avenue des logis - 13107 VENELLES) permettant les échanges entre votre étude et la DGFIP dans le cadre de la délivrance dématérialisée de renseignements ou de copies de documents figurant au fichier immobilier de la DGFIP.

Les données vous concernant sont conservées pendant une durée de 15 ans à partir de la date de délivrance de l'état-réponse, à des fins de traitement de contentieux éventuels.

Vous pouvez accéder aux données vous concernant directement auprès du Responsable de traitement ou de son Délégué à la protection des données à l'adresse suivante : cil.groupeadsn@adnov.fr. Le cas échéant, vous pouvez également demander la rectification ou l'effacement des données vous concernant, obtenir la limitation du traitement de ces données ou vous y opposer pour motif légitime. Vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL.



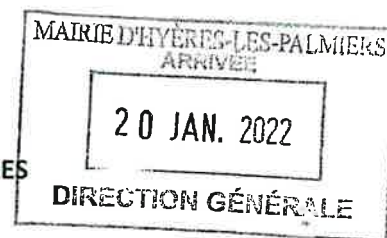
Annexe - Etat réponse

Dossier ANF n° : ANF_2022_03240616

Demande de renseignements : 083061INOT20220000023034637H1

IMMEUBLES PRIS EN COMPTE POUR LA RECHERCHE

Code	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
069	HYERES	ET 28		



Monsieur le Maire
de la Commune d'HYERES
Hôtel de Ville
BP 709
83400 HYERES

A l'attention de :
Monsieur Frédéric Mari fmari@mairie-hyeres.com

LETTRÉ RECOMMANDÉE AVEC AR
1A 197 724 5336 5

N/REF. A RAPPELER : Affaire : 2200005 - FIORE - DF/DF/AF

La Valette du Var, le 19 janvier 2022

MISE EN DEMEURE - ACQUISITION DE L'EMPLACEMENT RESERVE N° 109 - *parcelle ET n° 28*

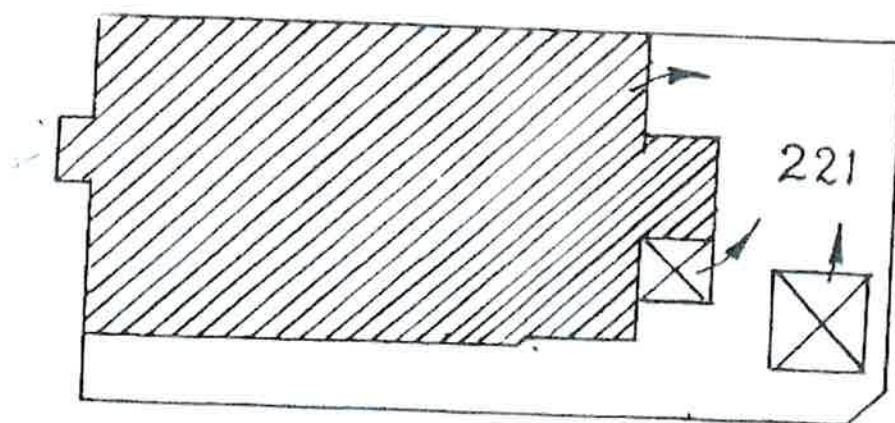
Monsieur le Maire,

Je suis le conseil de Madame Denise FIORE et de Monsieur Jean FIORE, domiciliés 1360 avenue de Lattre de Tassigny à BRIGNOLES (83170).

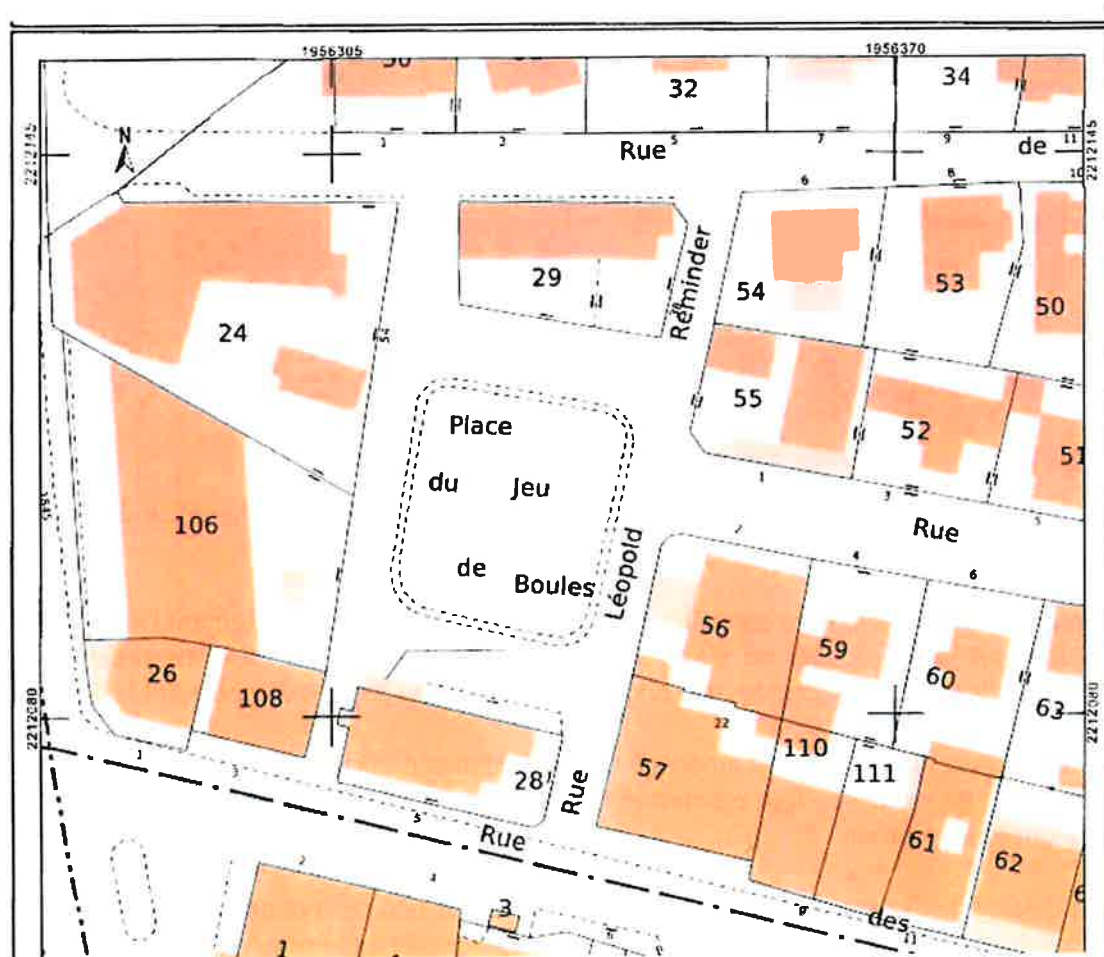
Mes clients sont propriétaires d'une parcelle bâtie sise au 5 rue des Marchands à la Capte, sur le territoire de la Commune de HYERES LES PALMIERS (parcelle cadastrée section ET n° 28 anciennement G n° 221 d'une superficie cadastrale de 280 m2), telle que représentée ci-après :



Vue aérienne



Ancien cadastre



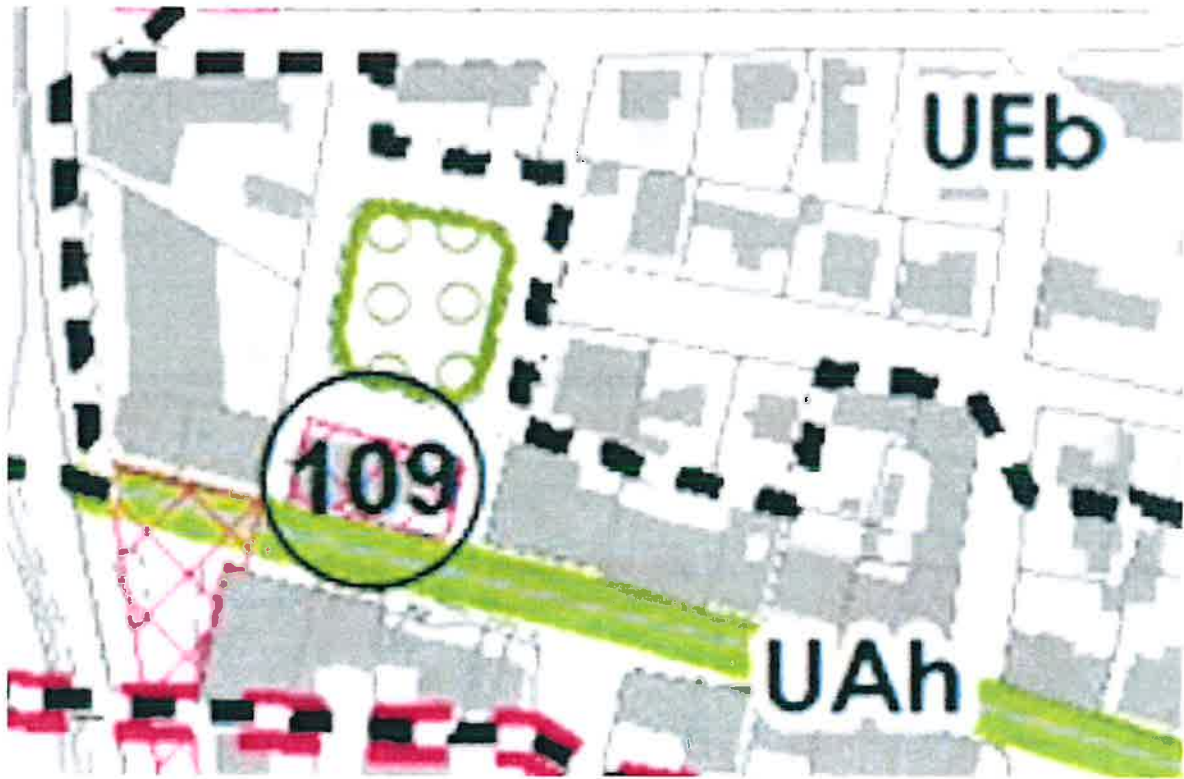
Nouveau cadastre

La Commune aurait constaté une occupation sans droit ni titre du domaine public, au Nord, côté place du Jeu de Boules.

Or, la Métropole TPM envisagerait des travaux au droit de cette place et souhaite que l'espace ainsi occupé soit libéré.

Par la présente et en premier lieu, je vous informe qu'il n'y a pas de difficulté pour restituer l'espace considéré qui serait matérialisé par un muret.

En second lieu, la lecture du document graphique du PLU en vigueur révèle que la propriété dans son ensemble est affectée par un emplacement réservé portant le N° 109.



Extrait du document graphique du PLU

A la lecture du règlement du PLU, cet emplacement réservé a été institué au bénéfice de la Commune et porte sur l'aménagement de la place du jeu de boules pour 283 m².

Selon les informations portées à ma connaissance, la Commune n'aurait pas finalement l'intention d'acquérir le terrain bâti en cause, lequel ne s'avérerait pas nécessaire pour la mise en œuvre des travaux d'aménagement de la place concernée, travaux qui seraient menés par la Métropole TPM.

Comme vous le savez, le législateur a aménagé une prérogative particulière au profit des propriétaires – à savoir le droit de délaissement – leur permettant de mettre en demeure le bénéficiaire d'un emplacement réservé d'acquérir leur terrain.

Le droit de délaissement permet ainsi aux propriétaires d'un terrain réservé par un plan local d'urbanisme, de mettre en demeure la collectivité au profit de laquelle le terrain a été réservé, d'acquérir le terrain et, à défaut, d'obtenir l'inopposabilité de la réserve (voir en ce sens, CE, 20 juin 2016, req. n°386978).

L'article L. 152-2 du Code de l'urbanisme dispose que « le propriétaire d'un terrain (...) réservé par un plan local d'urbanisme (...) peut, dès que ce plan est opposable aux tiers (...) exiger de la collectivité ou du service public au bénéfice duquel le terrain a été réservé qu'il soit procédé à son acquisition dans les conditions et délais mentionnés aux articles L. 230-1 et suivants. (...) ».

L'article L. 230-1 du même code précise quant à lui que « (...) la mise en demeure de procéder à l'acquisition d'un terrain bâti ou non est adressée par le propriétaire à la mairie de la commune où se situe le bien. Elle mentionne les fermiers, locataires, ceux qui ont des droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage et ceux qui peuvent réclamer des servitudes ».

L'article L. 230-3 du même code prévoit que « la collectivité ou le service public qui fait l'objet de la mise en demeure doit se prononcer dans le délai d'un an à compter de la réception en mairie de la demande du propriétaire ».

Ainsi, tout propriétaire de terrains concernés par un emplacement réservé peut user de son droit de délaissement en exigeant de la collectivité qui bénéficie de la réserve qu'elle se prononce sur l'acquisition des parcelles concernées dans le délai d'un an à compter de la notification de la mise en demeure.

L'article L. 230-4 du Code de l'urbanisme indique enfin que « dans le cas des terrains réservés en application de l'article L. 152-2, les limitations au droit de construire et la réserve ne sont plus opposables si le juge de l'expropriation n'a pas été saisi trois mois après l'expiration du délai d'un an mentionné à l'article L. 230-3. Cette disposition ne fait pas obstacle à la saisine du juge de l'expropriation au-delà de ces trois mois dans les conditions prévues au troisième alinéa de l'article L. 230-3 ».

En l'espèce mes clients envisagent de vendre leur propriété à une personne privée et souhaitent dans ce cadre la confirmation par la Commune de sa volonté de renoncer à l'emplacement réservé n° 109.

Par suite, conformément aux dispositions du code de l'urbanisme ci-dessus rappelées, je vous demande par la présente et pour la bonne forme de bien vouloir procéder à l'acquisition de la parcelle cadastrée section ET n°28 et de vous prononcer dans les délais requis ou à défaut de bien vouloir renoncer à l'emplacement réservé en cause.

Au regard de la valeur du foncier, mes clients sollicitent une acquisition de la parcelle en cause affectée par un emplacement réservé au prix de 650.000,00 euros.

Je vous informe enfin que la propriété n'a ni fermier, ni locataire et n'est grevée d'aucune servitude, droit d'emphytéose, d'habitation ou d'usage.

Je vous remercie par avance de l'attention que vous voudrez bien porter à la présente et demeure à votre entière disposition pour vous apporter tout élément complémentaire que vous estimeriez utile.

J'en adresse une copie à Monsieur le Président de la Métropole TPM pour sa parfaite information.

Dans l'attente de vous lire,

Je vous prie de croire, Monsieur le Maire, en l'assurance de mes sentiments respectueux.

Pour la SELARL

David FAURE-BONACCORSI
Avocat Associé

PJ :

1. plans de la propriété
2. Attestation de propriété

Copie à Monsieur le Président de la Métropole TPM
A l'attention de Monsieur ZICA



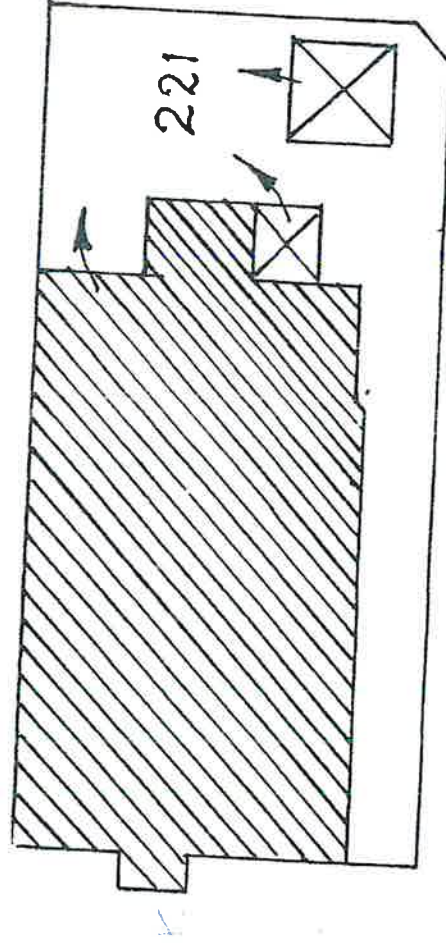
EXTRAIT CADASTRAL

Echelle 1/200

Lot n° 221 sect G

Superficie totale 280m²

Appartenant à M^{re} MELLANO Antoine



place du feu de boules
au nord - un passage à l'est
d'Avenue des marchands au sud
et un passage à l'ouest -

sur 3 faces de la maison sauf l'entrée
une petite muraille harmonisée d'un village d'ici 14 ans je suis la fille
Heintze et j'ai toujours vu cela

PHOTOCOPIE

Toulon II

Formalité Hypothécaire

Effectuée le 3 janvier 1995

Vⁿ 95P N^o 5

2

TRIPLE SAT ETAT
AUTORISATION
du 22 Décembre 1981

PREMIERE PARTIE

L'AN MIL NEUF CENT QUATRE VINGT QUATORZE
LE VINGT TROIS DECEMBRE

Maître Jean-Pierre VERAN notaire, associé de la Société
titulaire d'un Office Notarial à COTIGNAC (Var), soussigné.

A reçu le présent acte authentique, contenant VENTE, à
la requête des personnes ci-après identifiées.

Il est précisé qu'en cas de notaire associé ou de
plusieurs notaires signataires de l'acte, il sera ou ils seront
dénommés "le notaire soussigné".

IDENTIFICATION DES PARTIES

Les personnes requérantes, parties au présent acte sont:

VENDEUR

La Commune de HYERES, Département du VAR (83400).

La ou les personnes identifiées ci-dessus étant
dénommées dans le corps du présent acte "Le VENDEUR".

ACQUEREURS

1°) Monsieur MELLANO Antoine Yves Marc, retraité, et
Madame GENRET Raymonde Ernestine Gabrielle, retraitée, son
épouse, demeurant ensemble à BRIGNOLES (Var) 83170, Lotissement
"Les Genêts 2",

Nés tous deux à HYERES (Var), savoir : le mari le 27
avril 1925 ; l'épouse le 31 janvier 1928.

Mariés sans contrat de mariage préalable à leur union
célébrée à la Mairie de Hyères le 3 avril 1948.

Sans modification de leur régime matrimonial depuis cette
date.

POUR L'USUFRUIT

2°) Madame MELLANO Denise Madeleine Jeanne Laurence,
employée à la SOREB, demeurant à BRIGNOLES (Var), 83170,
Lotissement "les Genêts 2",

Née à HYERES (Var) le 6 mars 1951.

[Signatures]
P. Mellano
D. Mellano
D. Mellano

Divorcée de Monsieur MERCADAL Jean Louis suivant jugement rendu par le Tribunal de Grande Instance de Draguignan le 23 juin 1982.

POUR LA NUE PROPRIETE

La ou les personnes identifiées ci-dessus étant dénommées dans le corps du présent acte "L'ACQUEREUR".

Il est ici précisé que, dans le cas de pluralité de VENDEURS ou d'ACQUEREURS, il y aura solidarité entre toutes les personnes physiques ou morales formant l'une des parties contractantes, lesquelles obligeront également leurs héritiers et ayants cause, solidairement entre eux.

INTERVENANT

Monsieur le Percepteur de la Commune de HYERES (Var).

DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile en leur demeure respective.

Et, spécialement, pour l'exercice du droit de préemption du Trésor Public, dont il sera question en fin d'acte, domicile est élu en l'étude du notaire soussigné.

PRESENCE ou REPRESENTATION

La commune ci-dessus dénommée sous le vocable "VENDEUR" est représentée par :

Monsieur Léopold RITONDALE, Officier de la Légion d'honneur, Maire en exercice de ladite Commune,

Agissant en vertu de l'autorisation qui lui en a été donné par le Conseil Municipal de cette commune suivant délibération en date du 20 mai 1994, dont une copie certifiée par lui conforme et exécutoire en vertu de la loi est dénumérée ci-annexée après mention.

Observation faite par le représentant de la commune qu'une expédition de la délibération susénoncée a été transmise à Monsieur le Préfet du Département du Var, qui en a accusé réception en date du 31 mai 1994.

Ladite délibération actuellement exécutoire de plein droit en application des dispositions de la loi n°82.213 du 2 mars 1982 modifiée par la loi n°82.623 du 22 juillet 1982.

La ou les personnes identifiées sous le vocable "ACQUEREUR" sont présentes.

EXPOSE

I. Monsieur et Madame MELLANO Antoine sont titulaires d'un bail emphytéotique sur le terrain objet des présentes formant le lot numéro SOIXANTE SIX (66) du Lotissement Communal de la Capte pour leur avoir été consenti suivant acte administratif en date du 24 février 1942, dont une expédition a

R.M.
cc

77

17 11/10/1994

été transcrite au bureau des hypothèques de Toulon le 23 avril 1942, volume 997 numéro 66 ; ledit bail consenti pour une durée de cinquante trois années à compter du 1er janvier 1942 pour se terminer le 31 décembre 1994.

Il est ici observé que suivant acte reçu par Me VERAN notaire associé soussigné le 16 novembre 1989,

Monsieur et Madame MELLANO Antoine, ont fait donation à titre de partage anticipé à leurs enfants de divers biens immobiliers ; Madame MELLANO Denise acquéreur pour la nue-propriété a été attributaire pour la nue-propriété du droit d'emphytéose du terrain cédé par la Commune de Hyères à Monsieur et Madame MELLANO Antoine, qui se sont réservés l'usufruit jusqu'au décès du dernier survivant d'eux.

Une expédition dudit acte a été publiée au deuxième bureau des hypothèques de Toulon le 9 mai 1990, volume 90P numéro 4089.

II. Aux termes de la délibération du Conseil Municipal de la Commune d'HYERES en date du 20 mai 1994, il a été stipulé ce qui suit :

Par délibération numéro 34 du 6 décembre 1991, le Conseil Municipal a décidé du principe de la vente des propriétés dépendant du lotissement communal de la Capte.

Sur ces bases, une négociation s'est ouverte entre la commune d'HYERES et les emphytéotes concernés.

Dans le cadre de l'assistance non formalisée du Service des Domaines, des offres de prix ont pu être faites aux intéressés.

Par lettre en date du 31 janvier 1994 la commune d'HYERES, a proposé à Monsieur et Madame MELLANO Antoine (usufruitiers) et à Madame MELLANO Denise, leur fille (nu-propriétaire), demeurant à BRIGNOLES (83170) Les Genêts, le prix de CINQ CENT SOIXANTE DIX HUIT MILLE FRANCS (578.000,00) (prix principal s'entendant net pour la Commune), pour l'acquisition de la propriété bâtie cadastrée section G n°221 formant le lot n°66 du Lotissement Communal de la CAPTE dont ils sont emphytéotes aux termes d'un bail emphytéotique passé le 24 février 1942.

Par lettre en date du 17 avril 1994, reçue en Mairie le 27 avril 1994, Monsieur et Madame MELLANO Antoine et Madame MELLANO Denise ont accepté expressément les conditions d'acquisition et notamment le prix proposé par la Commune.

En conséquence, cette vente aura lieu moyennant le prix principal de 578.000,00 francs, s'entendant net pour la commune, qui sera versé intégralement par l'acquéreur le jour de la réitération par acte notarié.

Il est précisé que tous les frais, droits et émoluments de cette vente seront à la charge des acquéreurs.

CECI EXPOSE, il est passé à la vente objet des présentes.

R.M.

hp

cc





A 14

OBJET DU CONTRAT

Le VENDEUR vend par ces présentes en s'obligeant à toutes les garanties ordinaires de fait et de droit les plus étendues, à l'ACQUEREUR qui accepte :

Les biens dont la désignation est établie ci-dessous et qui sont plus généralement appelés dans le corps de l'acte sous le vocable "L'IMMEUBLE", tel que celui-ci existe avec toutes ses dépendances, tous immeubles par destination qui en dépendent et tous droits y attachés, sans aucune exception, ni réserve.

L'ACQUEREUR déclare parfaitement le connaître pour l'avoir visité en vue des présentes et s'être entouré de tous les éléments d'informations nécessaires à tous égards.

DESIGNATION

COMMUNE DE HYERES (Var)

Le VENDEUR vend à l'ACQUEREUR, qui accepte, Monsieur et Madame MELLANO Antoine pour l'USUFRUIT et Madame MELLANO Denise pour la NUE-PROPRIETE,

Un terrain sur lequel existe une construction, sise quartier de la Capte, n°5, rue des Marchands comprenant deux appartements se décomposant ainsi :

- Un appartement comprenant : cuisine, salle de séjour, deux chambres, salle de bains, W.C et dépendances,
- Et un autre appartement comprenant : cuisine, deux chambres, une salle d'eau, W.C, terrasse, et garage attenant,

Précision étant faite que ladite maison est édiflée sur une terrain formant le LOT NUMERO SOIXANTE SIX (66) du Lotissement Communal dit "Lotissement Communal de la Capte".

Cadastré à la section G sous le numéro 221 pour une contenance de 2 ares 80 centiares, lieudit "La Capte".

Cette parcelle est grevée d'un bail emphytéotique, en date du 24 février 1942, d'une durée de 53 ans, pour se terminer le 31 décembre 1994, profitant actuellement à Monsieur et Madame MELLANO Antoine et Madame MELLANO Denise.

EFFET RELATIF

- Echange : acte Me MILLE lors notaire à HYERES le 18 mars 1838.
- Bail emphytéotique : acte administratif en date du 24 février 1942, transcrit au bureau des hypothèques de Toulon le 23 avril 1942, volume 997 numéro 66.
- Avenant au bail : acte en date du 21 décembre 1965 qui ne semble pas avoir fait l'objet de publicité.
- Donation partage Me VERAN notaire associé soussigné le 16 novembre 1989, publiée au deuxième bureau des hypothèques de Toulon le 9 mai 1990, volume 90P numéro 4089.

R.M.

ce

ce

~~ce~~

ce

ce

PROPRIETE - JOUISSANCE

L'ACQUEREUR sera propriétaire de l'immeuble au moyen et par le seul fait des présentes à compter de ce jour, Monsieur et Madame MELLANO Antoine pour l'USUFRUIT, et Madame MELLANO Denise pour la NUE-PROPRIETE.

Il en aura la jouissance par confusion de sa qualité d'emphytéote et celle de propriétaire ; Madame MELLANO Denise à compter du jour du décès de Monsieur et Madame MELLANO Antoine, évènement qui entraînera la réunion de l'usufruit à la nue-proprieté.

PRIX

Cette vente est consentie et acceptée moyennant le prix principal de : CINQ CENT SOIXANTE DIX HUIT MILLE FRANCS (578.000,00).

Ce prix a été payé comptant par l'ACQUEREUR ce jour même, ainsi qu'il résulte de la comptabilité de l'Office Notarial,

- par Monsieur et Madame MELLANO Antoine, à concurrence de CENT QUINZE MILLE SIX CENTS FRANCS (115.600,00), représentant la partie du prix s'appliquant aux droits d'usufruit par eux acquis,

- par Madame MELLANO Denise, à concurrence de QUATRE CENT SOIXANTE DEUX MILLE QUATRE CENTS FRANCS (462.400,00), représentant la partie du prix s'appliquant aux droits de nue-proprieté par elle acquis.

Quittance de ce paiement est donnée avec désistement de tous droits de privilèges et action résolutoire par Monsieur CROS, Releveur Percepteur Municipal de la Commune de HYERES, intervenant aux présentes en cette dernière qualité.

DONT QUITTANCE

DECLARATIONS POUR L'ADMINISTRATION

Pour la perception des droits, les parties déclarent que la présente vente n'entre pas dans le champ d'application de la Taxe sur la valeur ajoutée, l'IMMEUBLE ci-dessus désigné étant achevé depuis plus de cinq ans.

L'ACQUEREUR déclare :

- que l'IMMEUBLE est destiné à l'habitation;
- qu'il s'engage, en exécution de l'article 710 du Code Général des Impôts, à ne pas affecter l'IMMEUBLE vendu à un usage autre que l'habitation, pendant un délai minimum de trois ans à compter de ce jour;
- que le tarif réduit est applicable à la totalité du prix, la construction acquise étant édiflée sur un terrain d'une superficie inférieure à 2.500 mètres carrés.

Si cet engagement n'était pas respecté, il serait tenu d'acquitter le complément des droits dont il se trouve dispensé, et, en outre, un droit supplémentaire de six pour cent.

IMPOT SUR LA PLUS-VALUE

Le représentant de la Commune déclare :

R.M.  ce   H U /

Monsieur et Madame MELLANO Antoine, qui se sont réservés l'usufruit jusqu'au décès du dernier survivant d'eux.

Une expédition dudit acte a été publiée au deuxième bureau des hypothèques de Toulon le 9 mai 1990, volume 90P numéro 4089.

ORIGINE ANTERIEURE

Les parties dispensent le notaire soussigné d'établir plus longuement ici l'origine de propriété de L'IMMEUBLE, déclarant vouloir s'en référer aux anciens titres de propriété.

CHARGES ET CONDITIONS GENERALES

La vente est faite sous les charges et conditions ordinaires et de droit, et notamment, sous celles suivantes que l'ACQUEREUR s'oblige à exécuter et à accomplir, savoir:

1-) ETAT - MITOYENNETE - DESIGNATION - CONTENANCE

Il prendra l'IMMEUBLE dans son état actuel, sans aucune garantie de la part du VENDEUR, pour quelque cause que ce soit, et notamment pour mauvais état du sol ou du sous-sol, vétusté, vices de construction ou autres, apparents ou cachés, insectes, parasites ou végétaux parasitaires, carrières, affaissements ou éboulements, fouilles, défaut d'alignement, mitoyenneté ou non-mitoyenneté ou encore, erreur dans la consistance ou la contenance, toute différence qui pourrait exister entre la contenance réelle et celle sus-indiquée, en plus ou en moins, excédât-elle un vingtième devant faire le profit ou la perte de l'ACQUEREUR.

2-) SERVITUDES

Il profitera des servitudes actives et supportera celles passives conventionnelles ou légales, apparentes ou occultes, continues ou discontinues, pouvant grever l'IMMEUBLE vendu, le tout à ses risques et périls, sans recours contre le VENDEUR et sans que la présente clause puisse donner à qui que ce soit plus de droits qu'il n'en aurait en vertu des titres réguliers non prescrits ou de la loi.

DECLARATION DU VENDEUR:

LE VENDEUR déclare qu'il n'a créé, ni laissé créer aucune servitude sur l'IMMEUBLE vendu, et qu'à sa connaissance il n'en existe pas d'autres que celles pouvant résulter de la situation des lieux, de la loi ou de l'urbanisme.

3-) ASSURANCES

Il fera son affaire personnelle de manière que le VENDEUR ne soit jamais inquiété ni recherché à ce sujet, de la continuation ou de la résiliation des assurances contre l'incendie et autres risques, contractées par le VENDEUR ou les précédents propriétaires. En cas de continuation de toutes assurances, il en paiera les primes à leurs échéances à compter du jour de l'entrée en jouissance.

R M

LR

ca

~~AS~~

17

A 11

LE VENDEUR s'oblige à communiquer tous renseignements à L'ACQUEREUR au sujet des assurances s'appliquant à L'IMMEUBLE vendu.

4-) QUOTE-PART IMPOTS - CONTRIBUTIONS ET CHARGES

Il acquittera à compter du jour de l'entrée en jouissance tous les impôts, contributions, taxes et charges de toute nature auxquels l'IMMEUBLE peut et pourra être assujéti.

5-) FRAIS - DROITS ET EMOLUMENTS

L'ACQUEREUR paiera tous les frais, droits et émoluments des présentes et ceux qui en seront la suite ou la conséquence, en application de l'article 1593 du Code Civil.

CONVENTIONS ENTRE LES ACQUEREURS

Il est convenu ce qui suit, entre les acquéreurs en ce qui concerne l'exercice de leurs droits respectifs sur l'immeuble acquis :

1°- Monsieur et Madame MELLANO Antoine, jouiront en "bon père de famille", de l'usufruit qu'ils ont acquis sur l'immeuble vendu, mais ne seront pas tenu de donner caution. Ils veilleront à la conservation de l'immeuble, ne pourront en changer la destination et devront avertir la nue-propriétaire de tous empiètements, revendications et actions émanant de tiers quelconques et suceptibles d'affecter les droits de ceux-ci.

2°- Ils devront assurer l'immeuble contre l'incendie et autres risques et acquitter exactement les primes. La police devra être établie au nom de Monsieur et Madame MELLANO Antoine pour l'usufruit et au nom de Madame MELLANO Denise pour la nue-propriété. La garantie devra être au minimum de la valeur de reconstruction et il sera stipulé qu'en cas de sinistre, l'indemnité sera affectée à la reconstruction ou à la réparation de l'immeuble sauf accord contraire des intéressés.

3°- Ils acquitteront jusqu'à l'extinction de leurs droits d'usufruit, les impôts, contributions et charges de toute nature autres que les charges extraordinaires.


4°- Ils maintiendront l'immeuble en bon état de réparations d'entretien.

5°- Ils pourront faire tous décors et embellissement qu'ils voudront dans l'immeuble à charge de les laisser en fin d'usufruit à la nue-propriétaire sans indemnité.

CONDITIONS PARTICULIERES

La présente vente a lieu sous les charges et conditions résultant d'un arrêté de lotissement et, le cas échéant, d'arrêtés modificatifs et complémentaires de ce lotissement, l'ACQUEREUR déclare avoir eu parfaite connaissance de ces documents par la remise d'une copie qui lui en a été faite, préalablement aux présentes, ainsi qu'il le reconnaît.

R. M.



ce



A M

L'ACQUEREUR sera, par le seul fait des présentes, subrogé de plein droit tant activement que passivement, dans les droits et obligations résultant pour le VENDEUR de ce lotissement et de ses éventuels modificatifs, il en fera son affaire personnelle et s'oblige à les exécuter en ce qui concerne l'IMMEUBLE, de façon qu'aucun recours ne puisse être exercé contre le VENDEUR par qui que ce soit.

REGLEMENT DU LOTISSEMENT ET CAHIER DES CHARGES

Le lotissement communal de la CAPTE a fait l'objet d'un cahier des charges établi le 30 mai 1930 modifié le 24 février 1950 suivi d'un avenant en date du 19 décembre 1963.

ARRETE D'AUTORISATION DU LOTISSEMENT

L'arrêté d'autorisation du lotissement a été délivré par Monsieur le Préfet du Var en date du 22 juin 1931.

NOTIFICATION DE LA VENTE A LA COMMUNE

Par lettre du 8 novembre 1994, Me VERAN notaire associé soussigné, a notifié le projet de la présente vente aux services compétents de la Commune de HYERES.

Par lettre réponse du 21 novembre 1994, restée annexée en fin des présentes après mention, lesdits services ont fait connaître au notaire soussigné qu'ils n'étaient pas opposés à la vente dont s'agit.

DECLARATIONS

1°/ - Concernant l'état-civil et la capacité des parties

L'ACQUEREUR déclare confirmer les énonciations figurant en tête des présentes relatives à son état-civil, son statut matrimonial et sa résidence,

Il ajoute ce qui suit :

- Il est de nationalité française,
- Il se considère comme résident au sens de la réglementation française des changes actuellement en vigueur,
- Il n'est pas placé sous l'un des régimes de protection des incapables majeurs,
- Il n'est pas et n'a jamais été en état de règlement judiciaire, liquidation de biens, cessation de paiement, redressement judiciaire ou autres.

2°/- Concernant l'IMMEUBLE vendu

Le VENDEUR déclare que le bien sus-désigné est libre de tout privilège ou hypothèque conventionnelle, judiciaire ou légale qu'il aurait pu créer de son propre chef.

FORMALITE DE PUBLICITE FONCIERE

Une copie authentique de l'acte de vente sera publiée au bureau des hypothèques de la situation de l'IMMEUBLE.

Le VENDEUR sera tenu de rapporter les mainlevées et certificats de radiation à ses frais, dans le mois de la dénonciation amiable qui lui en sera faite au domicile ci-après élu, des inscriptions, transcriptions, publications ou autres

R-M.     A W

empêchements révélés par l'état hypothécaire délivré suite à cette formalité.

REMISE DE TITRES

Le VENDEUR ne sera pas tenu de délivrer les anciens titres de propriété mais l'ACQUEREUR sera subrogé dans tous ses droits pour se faire délivrer à ses frais ceux dont il pourrait avoir besoin concernant le bien vendu.

POUVOIRS

Les parties, agissant dans un intérêt commun donnent pouvoirs à tous clercs et employés de l'étude du notaire soussigné, à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires, rectificatifs ou modificatifs des présentes, pour mettre celles-ci en concordance avec les documents hypothécaires, cadastraux et avec ceux d'état-civil.

INFORMATION RELATIVE

A LA REPRESSION DES INSUFFISANCES

ET DISSIMULATIONS - AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code Général des Impôts que le présent acte exprime l'intégralité du prix convenu, elles reconnaissent avoir été informées par le notaire soussigné des sanctions encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

En outre, le notaire soussigné affirme qu'à sa connaissance le présent acte n'est ni modifié, ni contredit, par aucune contre-lettre contenant une augmentation du prix.

Les parties reconnaissent également que le notaire soussigné leur a donné connaissance des dispositions fiscales instituant au profit du Trésor, un droit de préemption sur les immeubles dont le prix de vente est estimé insuffisant et leur a expliqué les conséquences pouvant résulter à l'encontre de l'ACQUEREUR et du VENDEUR, de l'application éventuelle de ces dispositions.

DONT ACTE rédigé sur dix pages

Fait et passé à HYERES,

En l'Hôtel de Ville,

Et reçu au rang des minutes de la Société Civile Professionnelle "Jean-Pierre VERAN et Jean-Pierre HAUBRE notaires" titulaire de l'Office Notarial de COTIGNAC,

A la date sus-indiquée,

Et après que lecture leur en ait été donnée, les parties ont signé le présent acte avec le notaire.

Le présent acte sans renvoi ni mot nul./.

R-M.

R. Pellana

A Mellou

A M/

Mellou

**HYERES
LES PALMIERS**



URBANISME

12, Avenue Joseph CLOTIS
Boite Postale N° 709
83412 HYERES CEDEX
Tél : 94 35 90 00
FAX : 94 65 64 33

HYERES, le 16/11/94

LE MAIRE DE LA VILLE D'HYERES LES PALMIERS
Officier de la Légion d'Honneur
Conseiller Régional

à

MTRE VERAN
Notaire
Quartier la Bovide

83570 COTIGNAC

OBJET - DROIT DE PREEMPTION URBAIN - Déclaration d'Intention d'Aliéner

REFER : - Votre déclaration établie en 3 exemplaires reçue le : 08/11/94
- Enregistrée dans nos services sous le Numéro : IA 94IA486
- Concernant : Maisons
- Situé(es) à: 5, rue des Marchands à HYERES LES PALMIERS
- Réf. Cadastres : G0221,
- Au prix proposé de 578 000,00 F.
- Appartenant à : - COMMUNE DE HYERES

Maître,

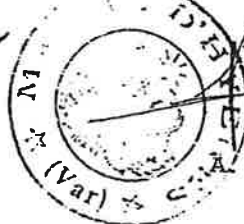
Faisant suite à l'affaire citée en référence, et après examen,
j'ai l'honneur de vous faire connaître qu'en application des dispositions
du Code de l'Urbanisme, la ville D'HYERES LES PALMIERS ,

N'EXERCE PAS SON DROIT DE PREEMPTION URBAIN , ET RENONCE A ACQUERIR
LE BIEN INDIQUE CI DESSUS.

Je vous prie d'agréer, Maître, l'expression de ma considération
distinguée.

Annexé à la minute d'un acte reçu par la
S.C.P. "Jean-Pierre VERAN et Jean-Pierre
HAUBRE, Notaires" titulaire d'un Office Notarial
à Cotignac (Var) soussigné le 16/11/94
mil neuf cent quatre vingt quatre

Pour Le MAIRE,
L'Adjoint Délégué à l'Urbanisme



BORELLO

17^e

Toulon le 2 MAI 2022

Hubert FALCO
Président de Toulon Provence Méditerranée

à
SELARL LLC & ASSOCIES
Représentée par Maître FAURE-BONACCORSI
Avocat Associé - Bureau de Toulon
Espace Valtech - RN 98, Giratoire de la Redonne

83160 LA VALETTE DU VAR

Direction Générale des Services

Valérie PAECHT
Directeur Général des Services

Affaire suivie par :

DGA Finances et Moyens
Claude WEISSE, Directeur Général Adjoint

Contact :

Catherine DEMEULIER - Service Action Foncière
04.94.00.82.85
cdemeulier@metropoletpm.fr

LRAR n° AA 189 154 5418 A

V/REF : Affaire : 2200005 – FIORE – DF/DF/AF

N/REF : HF/VP/CW/CH/MM/CD/0329

OBJET : MISE EN DEMEURE D'ACQUERIR L'EMPLACEMENT RESERVE N° 109

PJ : 1 projet de plan de division
1 engagement de cession
+ photos

Cher Maître,

Par courrier en date du 19 janvier 2022 vous avez adressé à la Métropole Toulon Provence Méditerranée une mise en demeure d'acquiescer, conformément aux articles L 152-2, L 230-1, L230-3, et L230-4 du code de l'urbanisme, relative à l'emplacement réservé n°109 inscrit au plan local d'urbanisme de la commune d'Hyères (ER n°109 : Aménagement de la place du jeu de boules à La Capte) qui grève la parcelle sise 5 rue des Marchands à Hyères, cadastrée section ET N°28 appartenant à M et Mme FIORE Jean.

Je vous rappelle que depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole Toulon Provence Méditerranée est compétente en matière du Plan Local d'Urbanisme et de voirie. A ce titre, il lui appartient de statuer sur le devenir de cet emplacement réservé.

Dans le cadre de l'aménagement de la place du jeu de boules, et en réponse à votre requête, la Métropole souhaite acquiescer à l'amiable une partie de l'emprise de la parcelle cadastrée section ET n° 28 sise 5 rue des Marchands à la Capte, dont Monsieur et Madame FIORE sont propriétaires, correspondant à une portion de l'emprise de l'emplacement réservé n° 109.

Cette cession implique trois emprises de terrain non bâti d'une superficie de 43 m² (env.), 21 m² (env.) et 3 m² (env.) telles que représentées sur le projet de plan ci-joint, soit une superficie totale de 67 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée section ET n° 28.

Dès l'obtention de l'accord de la part de vos clients du projet de division parcellaire ci-joint, un cabinet de géomètre expert sera missionné afin de déterminer les emprises exactes à céder. Ainsi, un exemplaire du plan de division définitif vous sera transmis pour une ultime validation.

En outre, dans le cadre de cette acquisition, il est entendu que la Métropole s'engage à effectuer, à ses frais, les travaux d'aménagements dont vous trouverez ci-après le détail, avec une variante pour la reconstruction de la clôture :

- 1 - Démolition des clôtures existantes, des surfaces bétonnées dans l'emprise et de l'appentis Ouest,
- 2 - Déplacement des compteurs d'eau,
- 3 - Déplacement du compteur électrique (à la demande du propriétaire),
- 4 - Reconstruction de la clôture au choix suivant les deux propositions ci-dessous :
 - 1 - Clôture à l'identique : Reconstruction d'un mur bahut de 60 cm de haut avec un grillage soudé de 1.20 m de haut + brise vue et la reprise d'un portillon, ou
 - 2 - Clôture basique : Pose d'un grillage simple soudé de 1.80 m + brise vue et la reprise d'un portillon.

Dans la mesure où l'aménagement de la place du jeu de boules ainsi que les travaux pris en charge par la Métropole contribuent à la valorisation du patrimoine de vos clients, et au vu de la nature du terrain à céder, la Métropole Toulon Provence Méditerranée vous propose un prix d'acquisition de CINQUANTE MILLE EUROS (50 000 €) correspondant à l'emprise totale de 67 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée section ET n° 28.

En cas d'accord, je vous remercie de bien vouloir nous indiquer par courrier adressé à la Direction de l'Immobilier et du Foncier en charge de votre dossier si les conditions de cette cession précitées vous conviennent et retourner l'engagement de cession que vous trouverez ci-joint, dûment rempli et signé par les propriétaires, accompagné le cas échéant d'informations relatives à l'existence d'une quelconque servitude grevant la parcelle cadastrée section ET n° 28.

Je vous précise que la Métropole s'engage à prendre en charge les frais de géomètre et de notaire liés cette cession.

Une fois que la cession aura été officialisée, je vous indique que la portion de l'emplacement réservé non utile sera supprimée.

Par ailleurs, je vous rappelle que différentes constructions et aménagements (appentis, barbecue en dur, dalle de béton au sol, portail et mur de clôture avec grillage) ont été réalisés par vos clients sans autorisation sur l'espace public situé au Nord, côté de la place du jeu de boules, (photos jointes) ce qui constitue une occupation irrégulière du Domaine Public. Cet espace public est affecté à l'usage du public et n'a pas vocation à être utilisé à des fins privées et exclusives.

Je prends acte de la décision de vos clients de restituer cet espace et je vous précise qu'il convient de rendre le terrain libre de toute occupation, notamment par le retrait de l'appentis, du barbecue, de la dalle de béton, du portail, du mur de clôture et grillage dans son intégralité ainsi que l'aplanissement du terrain.

Un courrier reprenant tous ces éléments sera adressé en ce sens à Monsieur et Madame FIORE très prochainement.

Je vous demande donc de bien vouloir me tenir informée de la suite donnée à cette proposition d'acquisition amiable formulée par la Métropole concernant une portion de l'emplacement réservé n°109 inscrit au PLU de la commune de Hyères.

La Direction de l'Immobilier et du Foncier reste à votre entière disposition pour tout renseignement complémentaire,

Je vous prie de croire, Maître, à l'assurance de mes salutations distinguées.

Pour le Président,
Par délégation,

Valérie PAECHT
Directeur Général des Services
Toulon Provence Méditerranée



M. et Mme FIORE
1360 Avenue de Lattre de Tassigny
83170 BRIGNOLES
M. Jacques BRUNO
Directeur Général des Services Techniques de l'Antenne de HYERES
M. Fabien ZICA
Chef du service Voirie



PLAN DE DIVISION

HYERES		Section ET n°28	
		5 Rue des Marchands	
Date	Indice	Commentaires	
20/12/22	A	Etabli le 20/12/2022	
		Echelle : 1/250	
		Ref : 226174	

Auteur(s) : TGT

Contrôle :

Système altimétrique :

Système planimétrique : RGF93-CC43

Cédric FERRERO
Lionel RAFFIN
Jonathan CHARRON

Mathias SAURA
Arnaud MATTISSON
Bertrand CHATIN

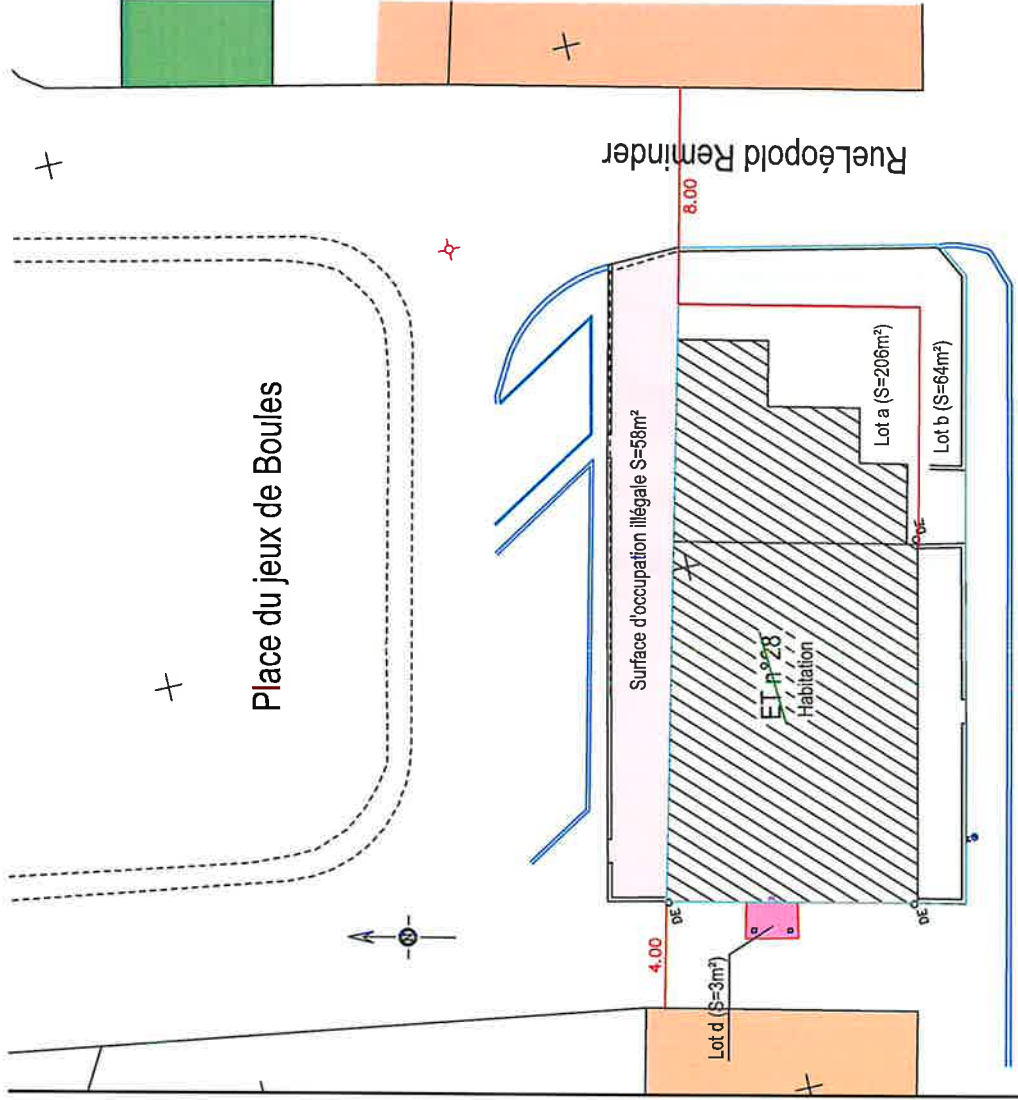
102-104 Cours de la
Martinique
33000 BORDEAUX
Tél. : 05.56.78.14.33

102-104 Cours de la
Martinique
33000 BORDEAUX
Tél. : 05.56.02.56.61

GEO SAT

GE

GÉOMÈTRE-EXPERT



Rue des Marchands

Place du jeux de Boules

Commune :
LE PRADET (098)

Numéro d'ordre du document
d'arpentage : 2699 L

Document vérifié et numéroté le 27/01/2023
ACDIF Toulon
Par Anne Lenoble
Technicien géomètre
Signé

TOULON
171 avenue de Vert Coteau
CS 20127

83071 TOULON CEDEX
Téléphone : 04 94 03 95 01

cdif.toulon@dgif.finances.gouv.fr

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

CERTIFICATION
(Art. 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955)

Le présent document d'arpentage, certifié par les propriétaires sous-signés (3)
a été établi (1) :

A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;
B - En conformité d'un piquetage : _____ effectué sur le terrain ;
C - D'après un plan d'arpentage ou de bornage, dont copie ci-jointe, dressé
le _____ par _____ géomètre à _____

Les propriétaires ci-dessous ont pris connaissance des informations portées
au dos de la présente 6463.

A _____, le _____

Section : AN
Feuille(s) :
Qualité du plan :

Echelle d'origine :
Echelle d'édition : 1/1000
Date de l'édition : 27/01/2023
Support numérique : _____

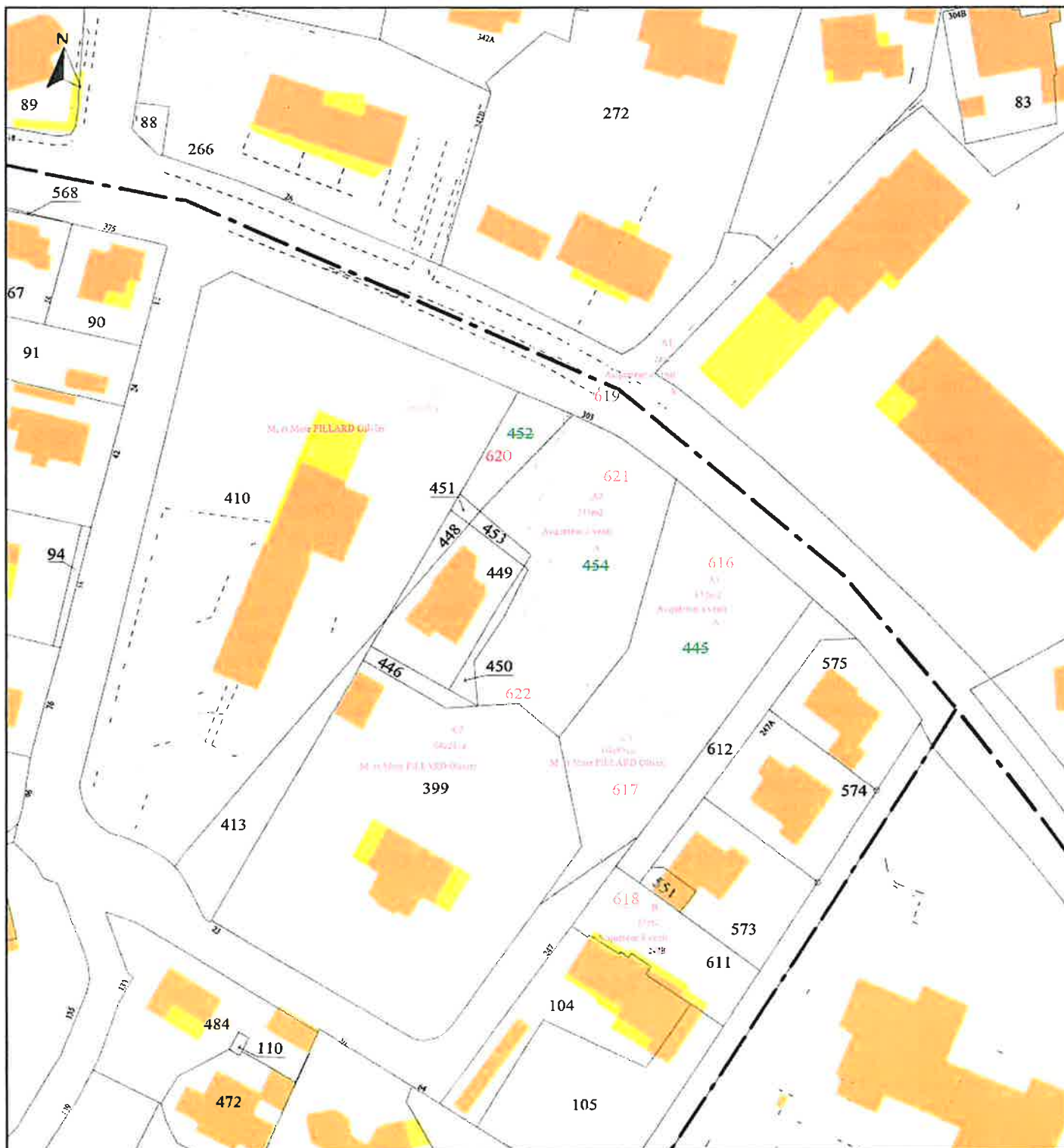
D'après le document d'arpentage

CABINET ARRAGON
Par Patrice BOURRAS (2)
Géomètre Expert

Ref. :
Le
Siège social : 170 Route Départementale 97

Quartier La Romanière 83210 SOLLIES-VILLE
Tel : 04.94.13.51.51 | cabinet@arragon.fr

(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une esquisse (plan révisé par voie de mise à jour). Dans la formule B, les propriétaires peuvent avoir effectué eux-mêmes le piquetage.
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien retraité du cadastre, etc...)
(3) Précisez les noms et qualités du signataire s'il est différent du propriétaire (mandataire, avoué, représentant qualifié de l'autorité appropriée, etc...).



Toulon le 4 Août 2022

Hubert FALCO
Président de Toulon Provence Méditerranée

A

SELARL LLC & ASSOCIES
Représentée par Me FAURE-BONACCORSI
Avocat Associé - Bureau de Toulon
Espace Valtech - RN 98, Giratoire de la Redonne

83160 LA VALETTE DU VAR

Direction Générale des Services

Valérie PAECHT
Directeur Général des Services

Affaire suivie par :

DGA Finances et Moyens
Claude WEISSE, Directeur Général Adjoint

Contact :

Catherine DEMEULIER - Service Action Foncière
04.94.00.82.85

cdemeulier@metropoletpm.fr

LRAR

V/REF : Affaire : 2200005 – FIORE – DF/DF/AF
N/REF : HF/VP/CW/CH/MM/CD/0504

OBJET : MISE EN DEMEURE D'ACQUERIR L'EMPLACEMENT RESERVE N° 109

Cher Maître,

J'accuse réception de votre courriel adressé au service Action Foncière en date du 30 juin 2022 en réponse à la proposition de prix d'acquisition formulée par courrier en date du 12 mai 2022 par la Métropole dans le cadre de la mise en demeure d'acquérir reçue par la Métropole, en application des articles L. 152-2, L. 230-1, L. 230.3 et L. 230-4 du Code de l'urbanisme, relative à l'emplacement réservé n° 109 inscrit au Plan Local d'Urbanisme de la Ville de HYERES (ER n° 109 : Aménagement de la place du jeu de boules à la Capte).

Vous confirmez l'accord de vos clients, Monsieur et Madame FIORE, sur le principe de céder à la Métropole une superficie totale de 67 m² issue de la parcelle cadastrée section ET n° 5 et correspondant, selon votre descriptif, à « la terrasse rue des marchands au sud pour une surface de 43 m² et une partie du jardin rue Léopold Reminder à l'est de 21 m² ainsi que l'abri de la porte d'entrée à l'ouest pour 3 m² » situés au 5 rue des Marchands à la Capte.

Après étude approfondie du dossier et eu égard aux travaux indispensables à l'aménagement du jeu de boules comprenant notamment la démolition et la reconstruction du muret de clôture concerné ainsi que la remise en état du domaine public au niveau structurel du fait de l'empiètement, la Métropole vous propose un prix d'acquisition de SOIXANTE QUINZE MILLE QUARANTE EUROS (75 040 €), soit un prix revalorisé à 1 120 € le m².

Considérant le montant des travaux à entreprendre de l'ordre de 25 000 € auquel il convient d'ajouter le prix d'acquisition proposé de 75 040 €, vous ne manquerez pas de noter un coût d'investissement non négligeable de 100 000 € de la part la Métropole. J'ajoute, qu'en tout état de cause, la Métropole ne pourra aller au-delà du montant proposé.

J'attire votre attention sur le fait que Monsieur et Madame FIORE doivent bien avoir conscience qu'il s'agit d'une transaction immobilière avec une collectivité locale et non avec un tiers et que de fait, les conditions tarifaires ne peuvent être comparées à des biens équivalents vendus sur le secteur concerné et non appréciés par le service des Domaines.

De plus, je vous rappelle que la Métropole s'engage à prendre en charge les frais de géomètre et de notaire liés cette cession.


Au regard de la deuxième condition sollicitée par vos clients citée dans votre mail comme suit : *«- que leur soit fourni un document officiel émanant de la Commune de HYERES confirmant que l'emplacement réservé demeurant sur le restant du bien soit définitivement supprimé comme dépourvu d'objet »*, je vous informe que le service compétent a été interrogé sur la question. Le service Action Foncière de la Métropole ne manquera pas de revenir vers vous dès qu'il en aura eu le retour.

Je vous précise que la suppression du reliquat de l'emplacement réservé est subordonné à l'officialisation de la cession du terrain nécessaire à l'aménagement de la place du jeu de boules.

La Direction de l'Immobilier et du Foncier reste à votre entière disposition,

Je vous prie de croire, Cher Maître, en l'assurance de mes salutations distinguées.

Pour le Président,
Par délégation,



Valérie PAECHT
Directeur Général des Services
Toulon Provence Méditerranée

Copie à :
M. et Mme FIORE
1360 Avenue de Lattre de Tassigny
83170 BRIGNOLES
M. Jacques BRUNO
Directeur Général des Services Techniques de l'Antenne de HYERES
M. Fabien ZICA
Chef du service Voirie

Toulon, le 30 septembre 2022

Hubert FALCO
Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

à la

SELARL LLC & ASSOCIES
Représentée par Me FAURE-BONACCORSI
Avocat Associé - Bureau de Toulon
Espace Valtech - RN 98, Giratoire de la Redonne

83160 LA VALETTE DU VAR

Direction Générale des Services
Valérie PAECHT
Directeur Général des Services

Direction Générale Adjointe des Services
Finances et Moyens
Claude WEISSE
Directeur Général Adjoint des Services
Affaire suivie par :
Catherine DEMEULIER
cdemeulier@metropoletpm.fr
04.94.00.82.85

V/REF : Affaire : 2200005 – FIORE 1283
N/Réf : HF/VP/GW/CH/MM/CD/662

OBJET : HYERES – ER n° 109 – Mise en demeure d'acquérir – Acquisition amiable de la parcelle cadastrée section ET n° 28 sise 5 rue des Marchands

Cher Maître,

Dans le cadre de l'affaire référencée en objet, j'accuse réception d'une part de votre courriel en date du 18 août dernier par lequel vous confirmez l'acceptation par Monsieur et Madame FIORE du prix d'acquisition proposé par la Métropole en date du 4 août et d'autre part, de l'engagement de cession dûment signé par vos clients.

Dans votre correspondance, vous précisez que « *Monsieur et Madame FIORE souhaitent la confirmation officielle que l'emplacement réservé, demeurant sur le reliquat de la propriété qu'ils conservent, sera définitivement supprimé comme état dépourvu d'objet* ».

A cet égard, j'attire votre attention sur le fait que la suppression de tout emplacement réservé doit s'inscrire dans le cadre au minimum d'une modification du Plan Local d'Urbanisme dont le délai de procédure peut s'étendre sur plusieurs mois.

Cependant, au stade de nos échanges et afin de répondre à la condition énoncée par vos clients, je suis en mesure de vous confirmer que la Métropole s'engage à vous certifier qu'il n'y a pas d'intérêt métropolitain à conserver l'emplacement réservé n° 109 demeurant sur le reliquat de la propriété de vos clients, mais ne peut cependant pas vous certifier que celui-ci

sera supprimé rapidement. En effet, seule l'approbation de la modification du document d'urbanisme peut entériner définitivement cette décision.

Je vous rappelle que la suppression du reliquat de l'emplacement réservé est subordonnée à l'officialisation de la cession du terrain nécessaire à l'aménagement de la place du jeu de boules.

Espérant avoir répondu à vos attentes,

La Direction de l'Immobilier et du Foncier reste à votre entière disposition,

Je vous prie de croire, Cher Maître, en l'assurance de mes salutations distinguées.

Pour le Président et par délégation

Valérie PAECHT



Directeur Général des Services
Toulon Provence Méditerranée

Copie à :
M. et Mme FIORE
1360 Avenue de Lattre de Tassigny
83170 BRIGNOLES
M. Jacques BRUNO
Directeur Général des Services Techniques de l'Antenne de HYERES
M. Jean-Marc MOREAUX
Directeur de la Voirie – Antenne de HYERES
BENVENUTTO Marianne,
Chef du service aménagement, secteur de Hyères

ENGAGEMENT DE CESSION

Nous, soussignés, Madame Denise FIORE et Monsieur Jean FIORE, domiciliés 1360 Avenue de Lattre de Tassigny à BRIGNOLES, propriétaires de la parcelle cadastrée section ET n°0028 sise à HYERES, 5 rue des marchands à la Capte,

Nous engageons à céder


Pour la somme de **75.040€ (soixante quinze mille quarante euros)** au profit de la METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE , une emprise totale de 67 m2 environ* à détacher de la parcelle section ET n°0028 située à HYERES 5 rue des Marchands à la Capte.


** Il est à noter que l'emprise exacte sera entérinée par le géomètre lors de l'élaboration du plan de division à venir.*

Fait à BRIGNOLES, le 10 Aout 2022.

Signature

(Faire précéder la mention manuscrite "**Bon pour accord-Bon pour cession**")

Bon pour Accord. Bon pour Cession


Bon Pour accord
Bon Pour cession




COMMUNE de HYERES

ARRÊTÉ

accordant un permis de démolir au nom de la commune de HYERES

Le Maire de la Commune de HYERES

VU la demande de permis de démolir présentée le 14/11/2022 par Madame MELLANO-FIORE DENISE,
VU l'objet de la demande

- pour Démolitions d'un mur et une dalle en béton + barbecue ;
- sur un terrain situé RUE DES MARCHANDS - LA CAPTE

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme(PLU) approuvé par délibération du Conseil Municipal n°2 en date du 10 février 2017, et notamment la zone UAh,

VU le porter à connaissance du 13/12/2019 relatif à l'aléa submersion marine sur les Communes du littoral Varois, en application de l'article L.132-2 du code de l'urbanisme,

VU l'arrêté préfectoral du 26/11/2014 prescrivant l'élaboration du plan de prévention des risques naturels d'inondation (PPRI) sur la commune de HYERES-LES-PALMIERS,

VU l'arrêté préfectoral du 30/05/2016 rendant immédiatement opposable certaines dispositions du projet de plan de prévention des risques naturels inondation,

VU les pièces complémentaires annexées le 29/11/2022,

VU l'avis Favorable de la Direction Régionale du Service d'infrastructure de la Défense de Toulon en date du 08/12/2022,

VU de la Métropole Toulon Provence Méditerranée (siège) en date du 12/12/2022,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée ne s'oppose pas au projet,

ARRÊTE

Article 1.

Le présent Permis de démolir est **ACCORDE** sous réserve du respect des conditions particulières mentionnées aux articles suivants.

HYERES, le

CORNILEAU François,
Adjoint au Maire délégué à l'urbanisme



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

Toulon le 23 Mai 2022.

Hubert FALCO
Président de Toulon Provence Méditerranée

à

Maître Maxence DE CELLES
Place du Palais de Justice

83170 BRIGNOLES

Direction Générale des Services

Valérie PAECHT
Directeur Général des Services

Affaire suivie par :
DGA Finances et Moyens
Claude WEISSE, Directeur Général Adjoint

Contact :
Catherine DEMEULIER - Service Action Foncière
04.94.00.82.85
cdemeulier@metropoletpm.fr

LRAR n° 1A189157 9409 9.

N/REF : HF/VP/CW/CH/MM/CD/0348

OBJET : VENTE FIORE/CONOTTE – BIEN SITUE A HYERES - 5 RUE DES MARCHANDS

PJ : 1 copie du courrier Me FAURE-BONACCORSI
1 plan
Photos

Cher Maître,

Dans le cadre de la vente en cours au sein de votre étude et référencée en objet, je vous informe de la volonté de la Métropole d'acquérir une partie de l'emprise de la parcelle cadastrée section ET n° 28 dont Monsieur et Madame FIORE sont propriétaires.

En effet, une mise en demeure d'acquérir relative à l'emplacement réservé n° 109 inscrit au Plan Local d'Urbanisme de la Ville de HYERES (ER n° 109 : Aménagement de la place du jeu de boules à la Capte) a été adressée à la Métropole le 20/01/2022 par Me FAURE-BONACCORSI, représentant Monsieur et Madame FIORE, ses clients.

A ce titre, une proposition d'acquisition à l'amiable d'une partie de la parcelle cadastrée section ET n° 28, dont vous trouverez la copie ci-jointe, a été adressée aux intéressés par courrier en date du 12 mai 2022.

Cette cession implique trois emprises de terrain non bâti d'une superficie de 43 m² (env.), 21 m² (env.) et 3 m² (env.) telles que représentées sur le projet de plan ci-joint, soit une superficie totale de 67 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée section ET n° 28.

Par ailleurs, j'attire votre attention sur le fait qu'il a été constaté par les services de la Métropole, une occupation du domaine public au droit de la propriété de Monsieur et Madame FIORE.

Cet espace public situé au Nord, côté de la place du jeu de boules, aménagé sans droit ni titre d'un appentis, d'un barbecue en dur, d'une dalle béton au sol, d'un portail et d'un mur de clôture bahut avec grillage, dont vous trouverez ci-joint les photos, constitue une occupation irrégulière

du Domaine Public. Cet espace public est affecté à l'usage du public et n'a pas vocation à être utilisé à des fins privées et exclusives.

Monsieur et Madame FIORE ont exprimé, par le biais de leur avocat, leur volonté de restituer sans difficulté cet espace considéré. A cet égard, un courrier leur sera adressé prochainement par la Métropole.

Je vous prie de bien vouloir porter l'ensemble de ces éléments à la connaissance des futurs acquéreurs, Monsieur et Madame CONOTTE Loïc, demeurant au 26 avenue de la Badine à HYERES.

La Direction de l'Immobilier et du Foncier reste à votre entière disposition.

Je vous prie de croire, Cher Maître, en l'assurance de mes salutations distinguées.



Pour le Président,
Par délégation,

Valérie PAECHT

Directeur Général des Services
Toulon Provence Méditerranée

ANNEE DE MAJ	22	DEP DIR	830	COM	069 HYERES
--------------------	----	------------	-----	-----	------------

ROLE	\$4\$
------	-------

RELEVÉ DE PROPRIÉTÉ

VUE

NUMERO COMMUNAL	M08928
--------------------	--------

PROPRIÉTAIRE

PROPRIÉTAIRE MCD263 MME MELLANO DENISE MADELEINE JEANNE LAURENCE
1360 AV DE LATTRE DE TASSIGNY 83170 BRIGNOLES

NÉ(E) LE 06/03/1951
A 83 HYERES

PROPRIÉTÉS BATIES

DESIGNATION DES PROPRIETES						IDENTIFICATION DU LOCAL					EVALUATION DU LOCAL														
	SECTION	N° PLAN	C P	VOIRIE	ADRESSE	CODE RIVOLI	BAT	ENT	NIV	N° DE PORTE	NUMERO INVAR	S TAR	M EVA	AF	NAT LOC	CAT	REVENU CADASTRAL	COLL	NAT EXO	AN RET	AN DEB	FRACTION RC EXO	% EXO	TX OM	COEF
95	ET	28		5	RUE DES MARCHANDS	1480	A	01	00	01001	0131011 Y	A	C	H	MAIS	5	3 137								P
95	ET	28		5	RUE DES MARCHANDS	1480	A	01	00	01002	1133437 T	A	C	H	DM	5	240								P
95	ET	28		5	RUE DES MARCHANDS	1480	A	01	00	01003	1133438 N	A	C	H	DM	5	171								P
R EXO						0 EUR		R EXO			0 EUR		R EXO			0 EUR									
REV IMPOSABLE						3 548 EUR		COM		DEP			R												
R IMP						3 548 EUR		R IMP			3 548 EUR		R IMP			3 548 EUR									

PROPRIÉTÉS NON BATIES

DESIGNATION DES PROPRIETES						EVALUATION																LIVRE FONCIER FEUILLET	
	SECTION	N° PLAN	N° VOIRIE	ADRESSE	CODE RIVOLI	N° PARC PRIM	FP DP	S TAR	SUF	GR/ SSGR	CLAS	NAT CULT	CONTENANCE			REVENU CADASTRAL	COLL	NAT EXO	AN RET	FRACTION RC EXO	% EXO		PLU
													HA	A	CA								
95	ET	28	5	RUE DES MARCHANDS	1480		1	A		S				2	73	0.00							

